

Extrait du El Watan

<http://www.elwatan.com>

Energie Nucléaire : Le droit du nucléaire iranien

-- Montage - 2008-09-20 --

En 1950, le shah d'Iran, Mohammed Réza Pahlavi, avec l'aide des Etats-Unis, posa le premier jalon d'une véritable industrie du nucléaire iranien. En Iran, l'énergie nucléaire est considérée comme nécessaire pour une nation s'industrialisant rapidement et une population à forte croissance démographique (une population qui se voit doubler en 20 ans).

« Le pétrole est un matériau noble, de bien trop de valeur pour qu'on le brûle! Nous envisageons de produire, aussitôt que possible, 23 000 mégawatts d'électricité en utilisant des centrales nucléaires », disait le shah en 1974. Les ressources fossiles énergétiques devant se tarir un jour, leur remplacement devient une urgence pour assurer la continuité du développement. L'Iran soulève aussi la question financière, soutenant que développer la capacité de son industrie pétrolière coûtera plus de 40 milliards de dollars, cette opération de substitution optant pour l'électronucléaire ne coûtera seulement qu'une fraction de cette somme, tout en dégagant un surplus de pétrole pour satisfaire la demande mondiale croissante de pétrole et diminuer la facture de la consommation nationale en hydrocarbures.

Aussi, l'Iran importe une grande partie de son énergie électrique et de son essence qui lui coûte très cher, bien qu'elle possède d'autres ressources énergétiques non valorisées et des moyens pour se soulager. D'autre part, la production de l'électricité nucléaire est propre, il n'y a pas d'émission de CO₂ dans l'atmosphère ; elle est en outre recommandée par le protocole de Kyoto. La nécessité pour l'Iran de produire une partie de son énergie domestique par le nucléaire civil a été comprise par l'opinion mondiale et approuvée par les Etats-Unis, et ce, depuis 1950. Un programme nucléaire de coopération civile a été signé en 1957 avec les Etats-Unis dans le cadre du programme « Atoms for Peace ». Le shah, à cette époque, gouvernait l'Iran, le régime apparaissait suffisamment stable et amical envers l'Occident pour que la prolifération nucléaire ne devienne pas une menace. Deux années plus tard, en 1959, est créé le Centre de recherche nucléaire de Téhéran (CRNT), opéré par l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran (OEAI). Le CRNT était équipé d'un réacteur nucléaire de recherche fourni par les Américains, il est opérationnel depuis 1967. D'une puissance de 5,5 mégawatts, il fonctionne à l'uranium hautement enrichi, pouvant (avec le temps) produire assez de plutonium pour fabriquer une bombe atomique. L'Iran a signé le traité de non-prolifération nucléaire en 1968 et l'a ratifié en 1970. Elle prévoyait de construire 23 centrales nucléaires pour produire 6000 mégawatts, afin de couvrir ses besoins en électricité qui sont évalués à 23 000 mégawatts en 2010.

Le droit de l'Iran d'utiliser l'énergie nucléaire civile et pacifique

L'Iran a ratifié le traité de non-prolifération nucléaire en 1970, ce qui l'engage à ne pas fabriquer ou se procurer d'armes nucléaires. Les responsables de l'AIEA sont soudoyés par l'Occident et Israël, pour empêcher l'Iran et les pays arabes, coûte que coûte, d'accéder à la technologie de l'énergie nucléaire civile, car arrivés à deux doigts de l'arme nucléaire. Des tonnes d'uranium hautement enrichi ont disparu des stocks européens et russes pour alimenter le marché parallèle du nucléaire, sous la complicité de l'AIEA. La fin de la guerre froide, le démantèlement des armes nucléaires, la dissolution du pacte de Varsovie, l'envoi à la casse des sous-marins nucléaires russes ont mis sur la rue de grandes quantités

Energie Nucléaire : Le droit du nucléaire iranien

d'uranium enrichi prêt à l'emploi et des composants d'armes nucléaires.

Il serait plus discret et plus économique de se procurer une bombe atomique au marché aux puces que de peiner pour la fabriquer sous le mauvais regard de l'AIEA. Quant à l'additif au Traité sur la non-prolifération (TNP) de 1968, il stipule que rien de ce traité ne devait être interprété comme affectant le droit inaliénable de toutes les parties du traité à développer la recherche, la production, et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des buts pacifiques, sans discrimination et en conformité avec les articles I et II de ce traité. Toutes les parties, du traité sous-entendu, ont le droit à la facilité et l'échange des équipements, de matériel, d'informations technologique et scientifique le plus large possible afin d'utiliser pacifiquement l'énergie nucléaire. Les parties du traité en position de le faire devront aussi coopérer en contribuant seuls, avec d'autres pays ou les organisations internationales au développement ultérieur de l'application de l'énergie nucléaire pacifique, particulièrement sur le territoire des Etats membres du traité ne possédant pas l'arme nucléaire, avec une considération particulière pour les besoins des régions du monde en développement. Cela dit, deux pays comme l'Algérie et l'Iran pourront construire et exploiter ensemble des centrales nucléaires et utiliser et/ou commercialiser l'énergie électrique produite par ces dernières ; voilà une opportunité que notre association encourage dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Il y a plus de 540 réacteurs dans 32 pays qui produisent de l'électricité, 200 sont en construction aux Etats-Unis, 40 sont en phase de projet pour équiper les différents pays de l'Union européenne, c'est la Chine qui en a le plus besoin pour son développement ; elle projette de construire 75 autres réacteurs, l'Algérie aurait besoin au moins de 15 centrales nucléaires pour satisfaire tout juste ses besoins électriques en 2030, après le tarissement de ses ressources fossiles. L'Algérie, comme l'Iran, possède ses propres gisements d'uranium et détient la technologie de l'énergie nucléaire, ce sont deux grands producteurs d'énergie au service de l'approvisionnement mondial non discriminatoire.

En 1979, après la révolution, le programme du nucléaire iranien fut temporairement gelé, mais il reprit plus tard avec le concours des Russes. Depuis les années 1950, le gouvernement iranien assure que le seul but du programme est de développer la capacité de produire et de diversifier ses sources d'énergie en produisant de l'électricité par le nucléaire, et planifie de générer 6000 mégawatts d'électricité d'ici à 2010 pour arriver à produire 23 000 mégawatts pour ses besoins locaux. Jusqu'en 2008, l'énergie nucléaire iranienne n'a pas pu encore produire de l'électricité. La France, le premier pays à s'opposer au programme nucléaire civil iranien, produit 50 % de sa consommation électrique, soit 31 000 mégawatts, par le nucléaire, commercialise plus de 18 000 mégawatts sur le réseau européen et vend du plutonium aux pays non signataires du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP) .

La promesse américaine de l'arme nucléaire à l'Iran

En 1975, le secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, signe le document National Security Decision Memorandum 292 (Mémorandum 292 de la décision pour la sécurité nationale) intitulé « Coopération US-Iran », qui décrit les détails de la vente des équipements nucléaires devant rapporter plus de 6 milliards de dollars/US aux compagnies américaines. En ce moment, l'Iran extrayait plus de 6 millions de barils de pétrole par jour (aujourd'hui 4 millions de barils). Dans la liste de ses équipements était inclus du matériel nécessaire pour la fabrication de l'arme nucléaire. Les relations de l'Iran avec l'Occident en ce moment étaient excellentes.

Energie Nucléaire : Le droit du nucléaire iranien

En 1976, le président américain de l'époque, Gerald Ford, signe une directive offrant à Téhéran l'opportunité d'acheter et d'utiliser une installation de traitement du combustible usé, de fabrication américaine, qui permet d'extraire du plutonium à partir du combustible, suffisant pour fabriquer deux à trois bombes nucléaires chaque année. L'accord était écrit en vue de parvenir à maîtriser le « cycle complet de l'atome », avec tous les risques de prolifération nucléaire qu'il pourrait engendrer. Alors à quoi va servir l'achat d'un matériel très coûteux, si on vous interdit de vous en servir officiellement ? L'équipe de Ford a approuvé les projets iraniens qui visaient à construire une filière de l'électronucléaire et aussi à travailler dur pour conclure un accord de plusieurs milliards de dollars, accord qui aurait donné à Téhéran le contrôle sur de grandes quantités de plutonium et d'uranium enrichi les chemins qui mènent vers la bombe nucléaire.

Des documents classés au musée du président Ford, dont deux datés du 22 avril 1975 et 20 avril 1976, prouvent que les Etats-Unis et l'Iran ont tenu des négociations pour une coopération sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à toutes les échelles, même militaire.

La fortune du shah convoitée par les compagnies occidentales

Après la révolution iranienne, en 1979, la France a refusé à l'Iran de l'uranium enrichi pour des raisons politiques, par des prétextes contre les effets de la révolution islamique. L'imam Khomeiny voulait contrôler les compagnies occidentales corrompues qui volaient la République islamique. Alors, l'Iran refuse de cautionner son investissement dans l'Eurodif, une société anonyme qui avait été fondée en 1973 par la France, la Belgique, l'Espagne et la Suède. En 1975, la part suédoise de 10% dans l'Eurodif était parvenue à l'Iran à la suite d'un accord entre la France et l'Iran.

La société française nationalisée, Cogema, spécialisée dans l'extraction et l'enrichissement du minerai et le gouvernement iranien ont alors fondé la Sofidif (Société franco-iranienne pour l'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse), possédant respectivement 60 % et 40 % des parts. En retour, la Sofidif a acquis une part de 25% dans Eurodif, qui donnait à l'Iran sa part de 10 % dans Eurodif. Le shah, Mohammed Reza Pahlavi, a prêté un milliard de dollars US une première fois, et, la deuxième fois, 180 millions de dollars US en 1977, pour la construction de l'usine Eurodif, afin d'avoir le droit d'acheter 10 % de la production de l'uranium enrichi du site. Les Américains étaient aussi payés pour livrer du combustible nucléaire à l'Iran en accord avec un contrat signé avant la révolution. Les Américains n'ont ni livré le combustible ni rendu le milliard de dollars de paiement qu'ils avaient reçu. L'Allemagne fut aussi tributaire par des milliards de dollars pour les deux installations nucléaires de Bushehr. Après trente ans, l'Allemagne a refusé à la fois d'exporter les équipements nécessaires et de rendre l'argent. En 1982, la France de François Mitterrand fait des pressions politiques sur l'Iran pour abandonner Hezbollah et finit par refuser de lui livrer de l'uranium enrichi. Alors, l'Iran réclama le remboursement d'une dette d'un milliard de dollars qui ne fut jamais rendu.

Les Français, acculés par les Américains, font du chantage et résilient leurs contrats, accusant l'Iran d'être derrière les attentats qui ont secoué la France en 1985-1986 et refuse de payer ses dettes contractées informellement auprès de la personne du shah, Mohammed Reza Pahlavi. Avec l'aide et l'intervention des services de renseignement iraniens, un accord fut trouvé en 1991 : la France a rendu plus de 1,6 milliard de dollars. L'Iran est resté actionnaire d'Eurodif, via la Sofidif, un consortium franco-iranien, actionnaire à hauteur de 25% d'Eurodif. Cependant, l'Iran

Energie Nucléaire : Le droit du nucléaire iranien

s'est abstenu de demander l'uranium enrichi produit.

Les compagnies européennes sabotent le programme

Les Iraniens, animés par une incroyable volonté politique nationaliste, et ce, malgré les entraves créées par les contractants européens, réussissent à les outrepasser et à continuer leur programme.

La Kraftwerk Union, entreprise de Siemens AG et d'AEG Telefunken qui avait signé un contrat avec l'Iran en 1975, s'est complètement retirée du projet de la centrale de Bushehr, en juillet 1979, avec un réacteur à moitié fini et l'autre à 90 %. Ils ont dit qu'ils avaient basé leur action sur le non-paiement d'une somme de 450 millions de dollars due par l'Iran. La compagnie avait reçu 2,2 milliards de dollars du contrat total. La compagnie française Framatome, filiale de Areva, s'est solidarisée avec les Allemands pour annuler elle aussi son contrat. Par chantage politique, en 1984, la Kraftwerk qui avait d'autres projets nucléaires avec l'Iran, a déclaré qu'elle se décline tant que la guerre entre l'Iran et l'Irak n'était pas terminée. En avril de la même année, le département américain tris perturbé affirme qu'« il pensait que cela prendrait au moins deux ou trois ans pour finir la construction des réacteurs de Bushehr ».

Le porte-parole a aussi dit que « les réacteurs à eau légère sont particulièrement adaptés à un programme militaire ». D'autre part il dit : « Nous n'avons pas de preuves de la construction d'autres installations iraniennes qui seraient nécessaires pour séparer le plutonium du combustible du réacteur utilisé. » Avec l'aide du Mossad israélien et de l'aviation américaine, les frappes irakiennes, en mars 1984 et courant 1988, ont endommagé le site nucléaire de Bushehr et d'autres installations de moindre importance, mais quand même stratégiques. En 1995, l'Iran sous embargo a signé un contrat avec la Russie afin de rafistoler le reste des installations nucléaires de Bushehr endommagées. En 1996, l'Iran se tourne vers la Chine pour acheter une usine d'enrichissement d'uranium ; les Américains ont tout fait pour les empêcher, ignorant les multiples circuits de l'informel et le système des leurres.

Pourquoi les Arabes et les Américains font-ils pression sur l'Iran ?

La fortune des Arabes provient de l'exploitation des gisements pétroliers du Golfe persique, autrefois appartenant à la Perse antique (l'actuel Iran), mais au cours du partage de la région par les Anglais en 1848, la partie de la rive nord-ouest du Golfe, celle qui recèle le plus de pétrole, fut soustraite à l'Iran et remise aux Arabes. Les Arabes et les Américains partagent la même conviction, de manger dans le même plat la part des autres. Cette fois-ci, Arabes et Américains se sont concertés pour se servir du même scénario, utilisé auparavant par les Américains, avec l'aide de l'AIEA, pour envahir l'Irak.

L'auteur est conseiller sur les questions de l'énergie Association algérienne des relations internationales